



Bâtir une nation unie dans la diversité culturelle (cohésion sociale et solidarité).

CADRE NORMATIF

- 🔨 Décret N°2016-560 du 27 juillet 2016 modifiant le décret N° 99-313 du 21 avril 1999 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds national de solidarité ;
- 🔨 Loi N°2016-1111 du 8 décembre 2016 portant création du Comité national de lutte contre la traite des personnes ;
- 🔨 Ordonnance N°2020-382 du 15 avril 2020 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Fonds spécial de solidarité et de soutien d'urgence humanitaire (Fonds spécial de solidarité Covid-19).

RÉSULTATS / RÉALISATIONS

Assistance de l'Etat aux personnes démunies et sinistrées :



21 personnes à faible revenu dont 08 cas sociaux d'urgence bénéficiaires d'une prise en charge sanitaire totale et gratuite

110 cas sociaux (enfants de personnes démunies ou invalides) bénéficiaires d'une prise en charge scolaire

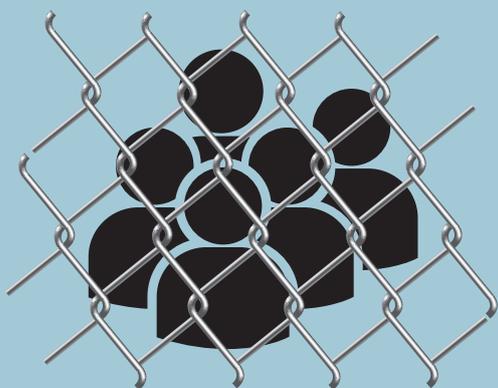


49 familles de personnes décédées suite à des inondations assistées

525 familles sinistrées relogées

2600 familles sinistrées (catastrophes naturelles, incendies, victimes des conflits et d'intoxication alimentaire) bénéficiaires d'une assistance en vivres et non vivres

Traite des personnes



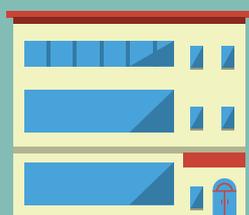
1157 victimes de traite ou exploitation (490 mineurs et 667 adultes) secourues et prises en charge

Autres assistances de l'Etat

+20 700 personnes assistées de 2017 à 2019, dont :

- 157 ayants droits de personnes décédées
- 256 blessés
- 5288 ménages (soit environ 20 788 personnes)

Infrastructures



60 projets de construction et de réhabilitation d'infrastructures sociocommunautaires financés au profit d'agglomérations dépourvues du minimum d'infrastructures de base



Bâtir une nation unie dans la diversité culturelle (cohésion sociale et solidarité)

CADRE NORMATIF

- 🔨 Décret N°2015-266 du 22 avril 2015 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Programme national de cohésion sociale (PNCS).

PROJETS / PROGRAMMES

- Programme national de cohésion sociale (PNCS) ;
- Projet d'appui à la prévention des crises et à la consolidation de la cohésion et de l'inclusion sociale ;
- Stratégie nationale de réconciliation et de cohésion sociale (SNRCS, 2016-2020).

RÉSULTATS

Cohésion sociale et Réconciliation nationale



288 000 réfugiés rapatriés sur 300 mille exilés et réfugiés de la crise post-électorale soit 96% (2011-2020)

730 000 personnes déplacées internes réintégréées dans leurs lieux de résidence et communautés d'origine

50 conflits réglés grâce aux dialogues intercommunautaires (2016-2020)

Réparation des préjudices des crises survenues



4 242 ayants-droit de victimes décédées indemnisés au 12 Août 2020



1878 victimes blessées bénéficiaires de prise en charge psychologique et médicale au 31 juillet 2020



476 élèves bénéficiaires de prise en charge scolaire



111 victimes en situation de vulnérabilité du fait des crises insérées dans des Activités Génératrices de Revenus



Réhabilitation, Construction et Équipement d'une centaine d'infrastructures communautaires



Coopération transfrontalière Côte d'Ivoire – Burkina Faso (2016-2019)



52 717 occupants infiltrés sortis volontairement du Parc National du Mont Péko assistés en vivres et non vivres

RÉALISATIONS

Plateformes de dialogue et d'échanges



103 dialogues intercommunautaires organisés dans les localités avec des foyers de tensions ouverts ou latents (2012 à 2020)

Dialogues forces de sécurité-population organisés dans 31 régions administratives (2014-2019)

Plateformes régionales d'échanges et de sensibilisation sur le renforcement de la cohésion sociale organisées dans les 31 régions administratives (2012-2019)

Projets d'infrastructures, d'équipement et de communication pour la paix



40 projets à impact rapide d'équipement et de réhabilitation d'infrastructures sociocommunautaires réalisés avec les partenaires au développement



5 radios communautaires (Boundiali, Samatiguila, Bocanda, Bayota et Sakassou) financées pour la promotion des messages de paix et de cohésion sociale (2015-2019)



6 éditions de la Journée Nationale de la Paix organisées (2014-2019)



148 rapports produits sur les violations des droits de l'homme, vols à main armée, catastrophes naturelles, tensions, violences et conflits (2016-2019)



Appui technique et matériel aux communautés, pour contribuer à des élections apaisées (2015-2017)



Renforcement des capacités techniques nationales sur les mécanismes de gestion pacifique et de prévention des conflits intercommunautaires (2012-2019)

Coopération transfrontalière Côte d'Ivoire – Burkina Faso (2016-2019)



- 1100 personnes sensibilisées pour favoriser le rapprochement communautaire ;
- Mise en place d'un comité mixte ivoiro-burkinabè ;
- Appui à la réhabilitation des infrastructures de base dans les villages riverains aux forêts classées de San Pedro, Bloléquin et Séguéla.



Réduire significativement les inégalités sociales et renforcer la résilience des couches les plus défavorisées.

CADRE NORMATIF

🔨 Décret N° 2019-759 du 18 septembre 2019 portant création, organisation et fonctionnement du Registre social unique des ménages pauvres et vulnérables.

PROJETS / PROGRAMMES

- Projet des filets sociaux productifs ;
- Projet SWEDD (autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel) ;
- Projet de reconstruction post-conflit et développement communautaire dans le District des Montagnes.

RÉSULTATS / RÉALISATIONS

Projet SWEDD (autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel)



362 471 personnes sensibilisées à la santé sexuelle et la reproduction (Issia, Vavoua, Bouaflé, Zuenoula et Sinfra)



2 270 jeunes filles vulnérables bénéficiaires d'un appui alimentaire dans 10 collèges (Korhogo et Bondoukou)



27 876 filles enrôlées en milieu scolaire



1 024 espaces sûrs fonctionnels ouverts sur 1 131 prévus (90,5%)



18 293 filles sur un objectif de 22 620 à fin mars 2020 ont participé aux activités des espaces sûrs en milieu communautaire sur les compétences de vie et la santé sexuelle en vue de leur autonomisation



2 235 filles bénéficiaires d'une subvention dans le cadre des AGR dans l'optique de favoriser leur intégration socio-économique et professionnelle, notamment en milieu rural

Projet des Filets Sociaux Productifs



127 000 ménages bénéficiaires (105 000 en zone rurale et 22 000 en zone urbaine)



1 534 villages et 5 chefs-lieux de régions concernés



27,38 milliards FCFA versés aux bénéficiaires de mars 2017 à Juin 2020



36 000 FCFA d'allocation trimestrielle par ménage

226,4 millions FCFA de subventions complémentaires versés à une première vague de **3 144** bénéficiaires pour préparer leur sortie en octobre 2020

Réalisation des travaux préliminaires à la mise en place du Registre Social Unique (RSU) des ménages pauvres et vulnérables